



SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

ROUEN, le 10 JAN. 2005

Affaire suivie par Mme LAMOUREUX

☎ : 02.32.76.53.96

☎ : 02.32.76.54.60

✉ : [frédérique.lamoureux@seine-maritime.pref.gouv.fr](mailto:frédérique.lamoureux@seine-maritime.pref.gouv.fr)

LE PREFET  
De la Région de Haute-Normandie  
Préfet de la Seine-Maritime

## ARRETE

**Objet : Société Rénovation d'Emballages Métalliques (R.E.M)  
BOSC - LE - HARD**

### PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

#### VU :

Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L511.1 et suivants,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Les différents arrêtés préfectoraux autorisant la société Rénovation d'Emballages Métalliques (R.E.M) à exploiter une installation de rénovation de fûts métalliques usagés implantée au 674, rue Jeanne la Lorraine à BOSC - LE - HARD (76850) et notamment l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date 20 octobre 2004,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 14 décembre 2004,

Les notifications faites au demandeur le 30 novembre et le 17 décembre 2004,

#### CONSIDERANT:

Que la société Rénovation d'Emballages Métalliques (R.E.M) exploite au 674, rue Jeanne la Lorraine à BOSC - LE - HARD (76850) une installation de rénovation de fûts métalliques usagés en provenance des secteurs pétroliers, de la pétrochimie et de la chimie,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n°78.17 du 16 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

Que la société R.E.M est à l'origine :

- d'importants rejets de composés organiques volatils (COV)
- de rejets notables d'effluents liquides pollués vers le milieu naturel

Qu'à ce jour, la société R.E.M n'a pas mis en œuvre de schéma de maîtrise des émissions de COV, ni de dispositifs de traitement complémentaires pour réduire les rejets d'effluents et ni d'évaluation des risques sanitaires, compte tenu des flux polluants rejetés et de la proximité de captage d'eau potable,

Que dès lors, la société n'a pas sollicité de demande de dérogation par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,

Que de ce fait, il convient d'imposer le respect des valeurs limites de l'arrêté sus mentionné et d'imposer les prescriptions complémentaires ci-annexées,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

## ARRETE

### Article 1 :

La société Rénovation d'Emballages Métalliques (R.E.M), dont le siège social est situé à BOSC – LE – HARD (76850) – 674, rue Jeanne la Lorraine, est tenue de respecter les prescriptions ci-annexées visant à mieux maîtriser les émissions de COV, à la réduction des rejets d'effluents aqueux ainsi qu'à la réalisation d'une évaluation des risques sanitaires pour le site qu'elle exploite à l'adresse précitée, dès notification du présent arrêté.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

### Article 2 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

### Article 3 :

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

### Article 4 :

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

**Article 5 :**

Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'Environnement.

**Article 6 :**

Conformément à l'article L514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de quatre ans pour les tiers à compter du jour de sa parution.

**Article 7 :**

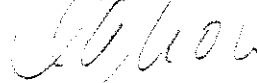
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le Sous-Préfet de DIEPPE, le maire de BOSC - LE - HARD, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de BOSC - LE - HARD.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Claude MOREL

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du

-----  
Société R.E.M.  
(Rénovation d'Emballages Métalliques)  
674, rue Jeanne la Lorraine  
76850 BOSC-LE-HARD  
-----

Prescriptions complémentaires

12 0 JANV 2005  
BOSC-LE-HARD  
C. MOREL

La société R.E.M., dont le siège social est situé 674, rue Jeanne la Lorraine à BOSC-LE-HARD (76850) est tenue de respecter les dispositions suivantes applicables aux installations qu'elle exploite à cette même adresse :

1. Réduction des émissions de composés organiques volatils

1.1. Etude de réduction

Une étude technico-économique relative à la réduction des émissions diffuses et canalisées de composés organiques volatils (C.O.V.) dans l'atmosphère issues de l'atelier de dégazage et de dégraissage des fûts, ainsi que de l'atelier de peinture des fûts, est remise à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Cette étude devra recenser l'ensemble des solvants susceptible d'être émis par les différentes installations du site et les quantités journalières et annuelles (diffuses et canalisées) émises dans l'atmosphère.

Les C.O.V. visés dans le tableau de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ainsi que les C.O.V. présentant des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 (telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification et l'étiquetage des substances) ou les composés halogénés étiquetés R40, feront l'objet d'une identification précise et leurs émissions seront évaluées. L'étude comportera un volet spécifique relatif au remplacement de ces solvants par des substances ou préparations moins nocives.

L'étude devra faire état des solutions techniques envisageables et proposer les mesures de réduction retenues, accompagnées d'un échéancier de réalisation, lequel devra être compatible avec l'échéance du 30 octobre 2005 prévue à l'article 70-VII de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

1.2. Valeurs limites de rejet

A compter du 30 octobre 2005 :

- les dispositions du point 22° de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé sont applicables aux rejets de composés organiques volatils issus de l'atelier d'application, de séchage et de cuisson de peinture ;
- les dispositions du point 36° de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé sont applicables aux rejets de composés organiques volatils issus de l'installation de prélavage des fûts (tunnel de prélavage et bain de dégraissage au white-spirit).

à moins que ne soit mis en œuvre un schéma de maîtrise des émissions de COV (défini au point e. de l'article 277° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié) permettant de garantir que le flux total d'émissions de COV de chaque installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émission canalisées et diffuses définies ci-après pour les COV à l'exception toutefois des composés présentant des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61, ou des composés halogénés étiquetés R40, pour lesquels les valeurs limites restent applicables.

En ce qui concerne l'atelier d'application et de séchage de peinture, les valeurs limites sont les suivantes :

- la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimés en carbone total, est de 50 mg/m<sup>3</sup> pour le séchage et de 75 mg/m<sup>3</sup> pour l'application, et le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisés. Si la consommation de solvants est réduite au plus à 15 tonnes par an, la concentration est portée à 100 mg/m<sup>3</sup> pour l'application et le séchage, et le flux annuel des émissions diffuses à 25 % de la quantité de solvants utilisés ;
- la valeur d'émission de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils présentant des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 (telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification et l'étiquetage des substances) est de 2 mg/m<sup>3</sup>, si le flux horaire total de ces composés émis par les installations est supérieur ou égal à 10 g/h ;
- la valeur d'émission de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques halogénés étiquetés R40 est de 20 mg/m<sup>3</sup>, si le flux horaire total de ces composés émis par les installations est supérieur ou égal à 100 g/h.

En ce qui concerne l'atelier de prélavage, les valeurs limites sont les suivantes :

- la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimés en carbone total, est de 75 mg/m<sup>3</sup>, et le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisés (ou 15 % si la consommation de solvants de l'atelier est supérieure à 10 tonnes par an) ;
- la valeur d'émission de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils présentant des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 est de 2 mg/m<sup>3</sup>, et la valeur d'émission de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques halogénés étiquetés R40 est de 20 mg/m<sup>3</sup>, si la consommation totale de ces solvants est supérieure à 1 tonne par an. Le flux annuel des émissions diffuses de ces solvants ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée (ou 10 % si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an).

Par ailleurs et quelque soit l'atelier concerné :

- dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination des COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total sera de 20 mg/m<sup>3</sup> ou de 50 mg/m<sup>3</sup> si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence est alors celle mesurée dans les effluents en sortie de l'équipement d'oxydation ;
- la valeur d'émission de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 est de 20 mg/m<sup>3</sup>, si le flux horaire total de ces composés dépasse 0,1 kg/h.

Les concentrations des effluents gazeux sont rapportées à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kilopascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à une teneur en O<sub>2</sub> de 21 %.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures (prélèvements et analyses moyens) réalisées sur une durée d'une demi-heure.

### 1.3. Plan de gestion des solvants

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de l'ensemble des solvants mis en œuvre sur le site, la nature et le lieu de mise en œuvre de ces solvants. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

Ce plan spécifie notamment si les solvants mis en œuvre relèvent de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ou s'ils présentent des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61, ou s'il s'agit de composés organiques halogénés étiquetés R40.

L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.

#### 1.4. Surveillance des émissions

A compter du 30 octobre 2005, les dispositions du point 7° de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé sont applicables aux rejets de composés organiques volatils.

Une surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, sera réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, le flux horaire maximal de COV, à l'exclusion du méthane et exprimé en carbone total, demeure supérieur à 15 kg/h après mise en place des mesures de réduction des émissions. Ce flux est ramené à 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées.

De même, une surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV est réalisée si le flux horaire maximal de COV visés à l'annexe III, ou présentant une phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 ou les composés halogénés étiquetés R40, dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés).

Si les flux sont inférieurs aux valeurs précitées, des prélèvements instantanés seront réalisés périodiquement.

#### 2. Rejets des effluents aqueux

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, les dispositions du titre II paragraphe 3°/B.d) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 1988 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'effluent devra présenter à la sortie de la station et sans dilution les valeurs limites suivantes :

	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal en moyenne journalière (kg/j)
MES	150	6
DCO	600	24
Hydrocarbures totaux	5	0,2
Phénols	0,1	0,004
Fer	5	0,2
Métaux totaux	15	0,6
Phosphore	10	0,4

Le pH des eaux rejetées est compris entre 6,5 et 8,5.

Le pH est mesuré en continu.

La température de ces effluents est inférieure à 30°C.

Le rejet ne contiendra aucun produit susceptible de dégager en égout ou dans la station d'épuration après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ou des mousses.

#### 3. Evaluation de l'impact sanitaire

Avant le 30 juin 2005, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une étude relative à l'impact potentiel de ses installations sur la population avoisinante en procédant à une évaluation du risque sanitaire. Celle-ci comportera les 4 étapes suivantes :

- l'identification des dangers liés aux substances chimiques mises en œuvre dans les installations
- l'évaluation de la relation dose-réponse.
- l'évaluation de l'exposition.
- la caractérisation des risques.

Le cas échéant, des mesures compensatoires adaptées susceptibles de réduire l'impact des installations sur la santé des populations seront proposées, accompagnées d'un échéancier de réalisation.